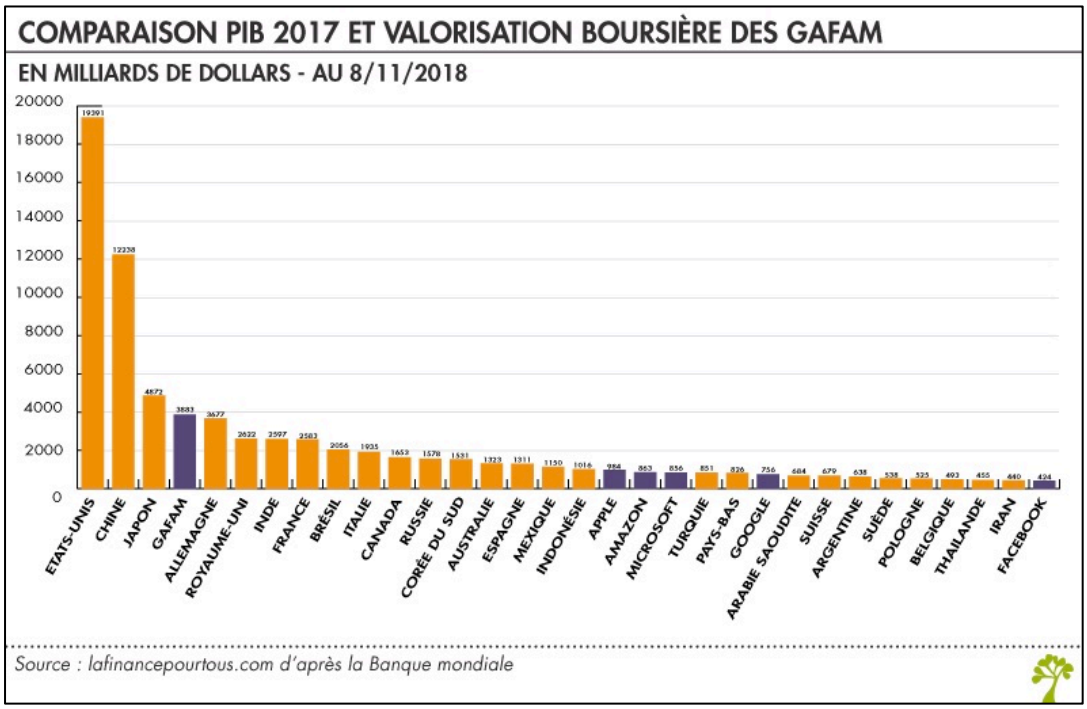
Corpus Documentaire : La puissance des géants du numérique

Doc. 1 : Des FTN aussi riches que des Etats

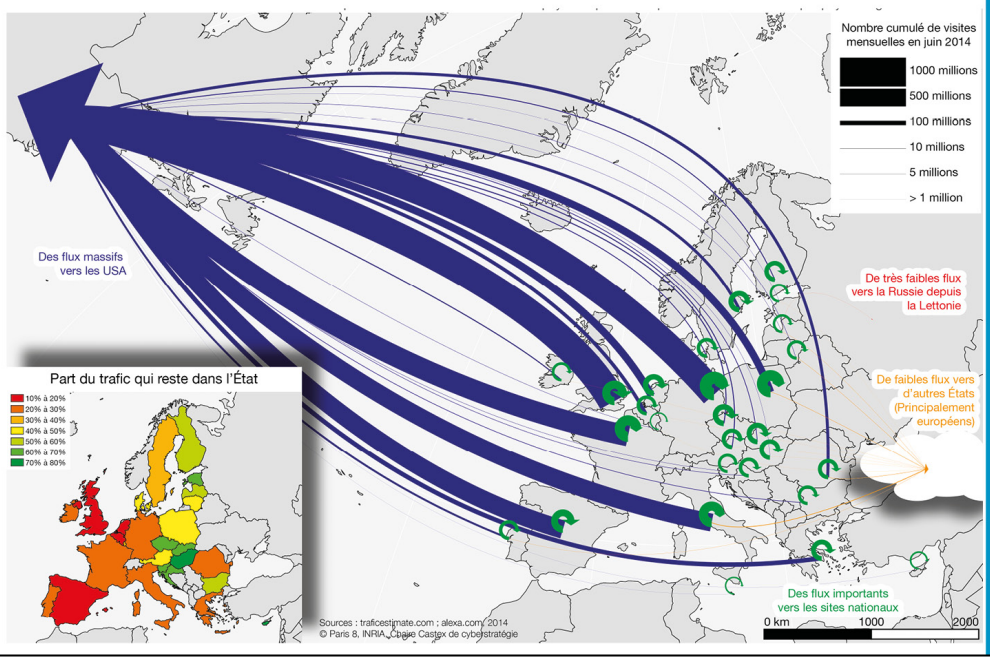


Doc. 2 : Cartographie (source : www.cyberstratégie.org)

Les flux de données en Europe, massivement captés par les États-Unis

CHAIRE CASTEX DE CYBERSTRATEGIE

Estimation du nombre de visites mensuelles des 25 sites les plus consultés dans chacun des 28 pays européens et répartition de leurs visiteurs par pays d'origine du site



Ces deux cartes montrent la grande disparité entre les nations quant aux flux de données qui s'échappent ou sont, à l'inverse, captés par des plates-formes du web relevant de leur souveraineté.

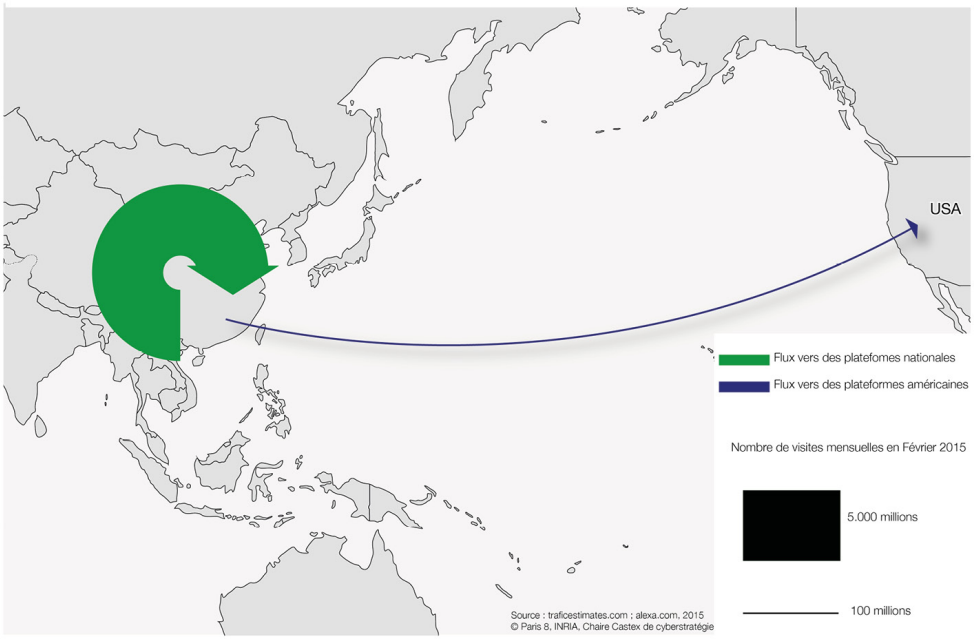
Les États-Unis apparaissent sans surprise comme les principaux bénéficiaires de ces échanges inégaux en Europe, grâce à leurs géants du web, au premier rang desquels Google.

En France, 78% des visites sur un mois vers les 25 sites les plus populaires partent vers des plates-formes américaines, avec toutes les données personnelles qui y sont associées. Les pays d'Europe de l'Est, plus tournés vers les plates-formes russes, sont toutefois moins dépendants des États-Unis.

Les flux de données en Chine restent principalement en Chine

CHAIRE CASTEX DE CYBERSTRATEGIE

Estimation du nombre de visites mensuelles des 25 sites les plus consultés en Chine et répartition de leurs visiteurs par pays d'origine du site

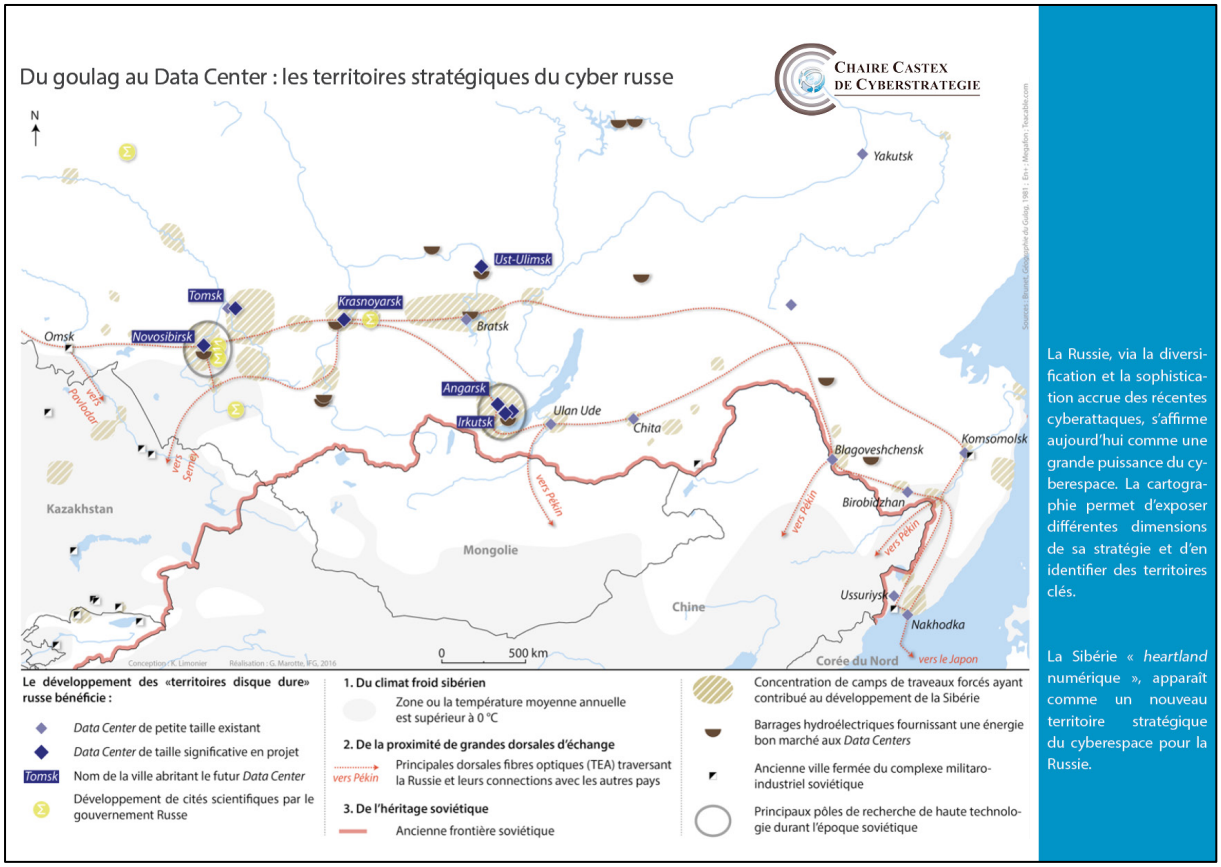


La Chine, de son côté, parvient à capter l'essentiel des données de ses utilisateurs.

Cela résulte de la politique volontariste du gouvernement chinois de favoriser l'émergence de ses propres champions du numérique dont Baidu, Alibaba et Weibo.

Ces cartes sont toutefois expérimentales. Mesurer et cartographier l'ensemble des flux de données requiert des métriques qui n'existent que partiellement aujourd'hui.

L'enjeu est de comprendre comment les géants du numérique influencent le paysage géopolitique et comment ils transforment l'exercice de la souveraineté des Etats.



La Russie, via la diversification et la sophistication accrue des récentes cyberattaques, s'affirme aujourd'hui comme une grande puissance du cyberespace. La cartographie permet d'exposer différentes dimensions de sa stratégie et d'en identifier des territoires clés.

La Sibérie « *heartland* numérique », apparaît comme un nouveau territoire stratégique du cyberespace pour la Russie.

Doc. 3 : Bruno Le Maire annonce un projet de loi pour taxer les GAFA dès cette année (Source : Le Monde avec AFP Publié le 20 janvier 2019)

Faute d'accord au niveau européen, la France compte appliquer une taxation rétroactive au 1er janvier des services numériques, notamment Google, Apple, Facebook, Amazon.

(…) La France va bien mettre en œuvre une taxation spéciale des entreprises proposant des services numériques, a annoncé le ministre de l'économie et des finances, Bruno Le Maire, dans un entretien au *Journal du dimanche* du 20 janvier.
Ce *« projet de loi spécifique »* sera présenté *« en conseil des ministres d'ici à la fin février »*, avant d'être *« rapidement soumis au vote du Parlement »*, pour une application rétroactive à partir du 1er janvier. La taxation des services numériques et notamment les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) est *« un enjeu majeur du XXIe siècle »* et *« une question de justice et d'efficacité »*, a estimé le ministre. Selon le ministre, la taxe toucherait *« toutes les entreprises représentant un chiffre d'affaires supérieur à 750 millions d'euros au niveau mondial et 25 millions d'euros en France »*. *« Si ces deux critères ne sont pas réunis, elles ne seront pas imposées »*, a-t-il précisé. Le taux de cette taxe *« sera modulé en fonction du chiffre d'affaires avec un maximum de 5 %. Elle devrait rapporter environ 500 millions d'euros »*, a-t-il poursuivi.
L'organisation altermondialiste Attac, critique de longue date des stratégies d'optimisation fiscale des géants du numérique, a regretté dimanche une ambition pour cette taxation qui *« semble limitée, comme le montre son rendement modique estimé à 500 millions d'euros »*.
Or, les GAFA *« déclarent leurs revenus dans des pays où elles échappent à l'impôt, comme l'Irlande ou les Pays-Bas »*, a rappelé Attac, en affirmant dans un communiqué que *« taxer leurs revenus en France est donc une fausse solution au problème »*. *« On a vraiment l'impression qu'une fois encore, en ce qui concerne la question fiscale, le gouvernement brasse de l'air »*, a affirmé Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac, citée dans le texte.

(…) L'Irlande, le Danemark et la Suède s'étaient clairement opposés à une taxe sur 3 % du chiffre d'affaires des géants du numérique. Pour sa part, l'Allemagne ne la voyait pas non plus d'un très bon œil, par crainte de mesures de rétorsion américaines contre son industrie automobile.

Des initiatives pour taxer les GAFA et autres géants du numérique ont déjà été prises au niveau national par plusieurs pays, comme le Royaume-Uni et Singapour. En Italie, les députés ont voté en fin d'année 2018 une taxe sur des transactions sur Internet, mais la loi n'entrera finalement pas en vigueur.

En Espagne, le gouvernement du socialiste Pedro Sanchez a adopté, vendredi, un projet de loi pour créer une taxe de 3 % sur les revenus générés par certaines activités des géants du numérique comme les GAFA. Mais il n'est pas certain que le projet de loi espagnol soit jamais voté, le gouvernement n'ayant pas la majorité au Parlement.

1/ *Pourquoi le gouvernement cherche-t-il à taxer les GAFA ?*

2/ Quelle est la position de l'ONG ATTAC ?

3/ Pourquoi cette décision française s'apparente-t-elle à un « coup d'épée dans l'eau » ?

Doc. 4 : Les instruments du soft power russe, Maxime Audinet, Documentation photographique

A partir des années 2000 (…), plusieurs organisations de diplomatie publique sont alors mises sur pied ou rénovées par le gouvernement, afin de promouvoir la culture russe, de communiquer avec les populations étrangères et de bâtir une nouvelle image de marque nationale (*nation branding*). Ses dirigeants sont membres du parti au pouvoir, Russie unie (…)

Parmi les plus notables, le conglomérat RT, anciennement Russia Today, a été fondé en 2005 à l'initiative d'un ancien ministre de la communication de V. Poutine. (…) RT s'est imposé dans l'environnement médiatique mondial, aux côtés des grandes chaînes transnationales comme BBC world, Al Jazeera, France 24 ou China Global Television network (CGTN). (…) Sputnik, a été lancée fin 2014 (…) résumée par la devise, *Telling the untold* (« dire le non dit » ou « dire ce que l'on ne nous dit pas »). (…) Véritables instruments de politique étrangère, RT et Sputnik sont à ce titre accusés, en Europe et aux Etats-Unis, d'être des organes de propagande et de désinformation au service du Kremlin. (…)

Façonnée pour correspondre au cadre vertical, autoritaire et illibérale de la Russie contemporaine, la politique russe de soft power (la *miagkaïa sila*) vise à légitimer l'action du gouvernement à l'étranger et à projeter l'influence du pays en s'alignant sur trois principes : le souverainisme, le conservatisme et le multilatéralisme. (…) Elle tend à positionner la Russie comme une puissance révisionniste (…) et soucieuse de remettre en cause la domination anglo-saxonne dans l'infosphère globale. C'est à ce tire que le théoricien (…) Joseph Nye, inventeur du concept, qualifie la *miagkaïa sila* de « soft power négatif ».

Doc. 5 : Couverture de l'hebdomadaire britannique *The Spectator*, 22 octobre 2016